



## Conseil économique et social

Distr. générale  
13 décembre 2006  
Français  
Original : anglais

---

### Commission du développement social

#### Quarante-cinquième session

7-16 février 2007

Point 3 a) de l'ordre du jour provisoire\*

**Suivi du Sommet mondial pour le développement  
social et de la vingt-quatrième session extraordinaire  
de l'Assemblée générale : thème prioritaire :  
promotion du plein-emploi et d'un travail  
décent pour tous**

### **Déclaration présentée par le Fonds chrétien pour les enfants et School Sisters of Notre Dame, organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social**

Le Secrétaire général a reçu le texte de la déclaration ci-après, qui est distribué en application des paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social, en date du 25 juillet 1996.

---

\* E/CN.5/2007/1.



## Déclaration

1. En dépit des efforts déployés depuis des dizaines d'années par les gouvernements, les organismes internationaux et les organisations non gouvernementales, 1 milliard d'enfants continuent de vivre dans la pauvreté et dans des conditions de vulnérabilité. Les familles, prises dans le piège de la pauvreté, en sont souvent réduites à compter sur le travail des enfants pour survivre. Malheureusement, la vérité est que le sacrifice de leur éducation et de leur jeunesse ne fait que perpétuer la pauvreté de ces enfants, de leur famille et de leur communauté. Il est indispensable de lutter contre les formes dangereuses du travail des enfants et l'exploitation de la main-d'œuvre enfantine et de veiller à ce que tous les enfants aient accès à une éducation de qualité pour garantir le plein-emploi, donner à chacun la possibilité d'obtenir un travail décent, et rompre le cercle vicieux de la pauvreté.

2. D'après l'Organisation internationale du Travail (OIT), le travail des enfants, sous une forme ou une autre, concerne quelque 218 millions d'enfants de 5 à 17 ans dans le monde, dont 126 millions qui effectuent des travaux dangereux ou illicites ou qui sont exploités, et 8 millions environ qui participent aux pires formes de travail.

3. De nombreux enfants, notamment parmi les ruraux, quittent leur village ou leur quartier pour les zones urbaines ou d'autres pays de la région, voire un autre continent, à la recherche de travail. Ils y sont souvent victimes d'exploitation sexuelle, marginalisés, et privés de leurs droits fondamentaux.

4. Les risques ne sont pas partagés de manière équitable – souvent ce sont les enfants les plus pauvres et les plus marginalisés qui sont contraints de faire des travaux dangereux pour survivre.

5. Si les travaux dangereux concernent aussi bien les garçons que les filles, les filles sacrifient souvent leur éducation pour payer les études de leurs frères grâce à leur travail.

« Si on travaille, c'est pour que les garçons puissent aller à l'école. » – Adolescente vivant dans un village près de Kabala, en Sierra Leone

6. Cachés de tous, certains enfants travaillent comme domestiques. Ce sont le plus souvent des filles, qui courent le risque d'être victimes de la traite, d'exploitation et d'abus physiques ou sexuels. Âgés parfois de seulement 5 ans, les enfants domestiques travaillent souvent de 12 à 18 heures par jour pour compléter le revenu de leur famille. De longues journées de labeur et les conditions dans lesquelles ils travaillent les privent de leur enfance et d'éducation et ils se voient exclus de la société.

7. On estime à 1,2 million le nombre d'enfants de moins de 18 ans victimes de la traite à travers le monde. Les garçons finissent le plus souvent dans le secteur de l'agriculture et les filles dans l'industrie du sexe ou comme domestiques asservies. Les enfants recrutés dans les forces armées ou les groupes armés sont souvent contraints de travailler comme combattants, messagers, porteurs, cuisiniers ou esclaves sexuels.

8. Si de nombreux enfants contribuent à l'économie du ménage en participant à des activités de leur âge qui sont génératrices de revenu, ils sont aussi nombreux à

être exploités. Souvent, ils ne travaillent que pour un maigre salaire et n'ont pas accès à l'enseignement de base, aux soins de santé ni aux autres services sociaux. Ce n'est pas une coïncidence si les enfants qui travaillent de longues heures dans des conditions dangereuses sont aussi ceux qui n'ont pas la possibilité d'aller à l'école. En vertu de la Convention relative aux droits de l'enfant, l'enfant a le droit de n'être astreint à aucun travail susceptible de compromettre son éducation.

« Ma sœur s'est mariée et j'ai dû quitter l'école pour m'occuper de la maison à sa place. Mon père m'a dit, "Maintenant que ta sœur est mariée, comment veux-tu aller à l'école? Occupe-toi du bétail pendant la journée et tu pourras étudier à la maison le soir" ». – Adolescente vivant à Oruro, en Bolivie

9. Étant donné la pauvreté dont sont victimes des millions de familles de par le monde, les enfants n'ont souvent d'autre choix que de partager les responsabilités familiales. Bien conscients de leur pauvreté, ils disent même parfois aimer leur travail, car il leur permet de contribuer à la survie de leur famille.

10. Pour réduire l'incidence du travail parmi les enfants, il ne suffit pas de veiller à ce qu'ils ne soient pas exploités ou qu'ils n'aient pas à accomplir de travaux dangereux. Il faut aussi miser sur le développement communautaire à long terme et renforcer les mécanismes de protection de l'enfance aux niveaux de la famille, de la communauté et de la société. Les parents doivent avoir accès à un travail décent ou à des sources de revenus alternatives pour ne plus dépendre du travail de leurs enfants pour leur survie, et les enfants doivent pouvoir suivre un enseignement de qualité.

11. L'enseignement revêt une importance clef dans le cadre des efforts déployés pour éliminer le travail des enfants. Des progrès ont bien été accomplis au cours des 10 dernières années en ce qui concerne le taux de scolarisation des enfants, mais à un rythme bien trop lent. Par ailleurs, l'enseignement dispensé est parfois si médiocre que les taux d'abandon scolaire et de redoublement sont importants.

12. L'éducation, si elle est solide et de qualité, favorise l'épanouissement des individus et, par là même, le développement social et économique. Porteuse de connaissance et d'un message de tolérance et de respect des droits de l'homme, elle peut contribuer à protéger les enfants contre l'exploitation. En encourageant le développement du savoir et l'acquisition des compétences et des modes de comportement nécessaires pour participer pleinement à la vie de la collectivité, elle favorise le plein-emploi et l'obtention par chacun d'un travail décent et, à terme, l'élimination du travail des enfants.

13. La promotion de l'éducation contribue à l'élimination du travail des enfants et au plein-emploi. Si les enfants sont scolarisés, ils auront plus de chance de trouver un travail décent une fois adultes. Il importe de veiller à ce que les structures éducatives offrent une protection contre le travail des enfants et permettent d'évaluer les risques de manière continue et, le cas échéant, de prendre des mesures.

14. De nombreuses organisations non gouvernementales de par le monde estiment qu'aux côtés d'autres activités importantes, l'organisation de formations formelles, non formelles et professionnelles et de cours d'alphabétisation à l'intention des enfants permet de réduire l'incidence de l'exploitation de la main-d'œuvre infantile. Les Gouvernements de plusieurs pays, notamment les États-Unis d'Amérique, l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne et le Canada, ont pris la tête des efforts déployés au niveau international pour lutter contre l'exploitation de la main-d'œuvre

enfantine en finançant des programmes d'assistance technique – exécutés par l'OIT, dans le cadre du Programme international pour l'abolition du travail des enfants, et par des organisations non gouvernementales – pour permettre aux enfants qui travaillent ou ont travaillé de reprendre des études.

### *Recommandations*

**15. Le travail des enfants perpétue le cycle de la pauvreté et des bas salaires dans la population adulte, limite les possibilités d'éducation et, dans certains cas, tire vers le bas les salaires des adultes. Pour briser ce cercle vicieux et faire en sorte que tout le monde puisse obtenir un travail décent, il faut s'assurer que les enfants n'effectuent pas de travaux dangereux et qu'ils ont tous accès à l'éducation. À cette fin, il convient de prendre les mesures suivantes :**

- **Faire de l'éducation une priorité et reconnaître le rôle clef qu'elle joue dans la lutte contre la pauvreté, mettre un terme au travail des enfants et promouvoir le plein-emploi et la possibilité pour chacun de trouver un travail décent;**
- **Faire en sorte que tous les enfants aient accès à une éducation de qualité, et notamment à des programmes de développement du jeune enfant, à l'enseignement primaire et secondaire et à une formation professionnelle;**
- **Promouvoir le respect du droit du travail au niveau national, et en particulier l'adhésion aux Conventions 182 et 138 de l'OIT;**
- **Promouvoir les politiques d'éducation nationale et le renforcement des systèmes éducatifs pour empêcher que les enfants effectuent des travaux dangereux et mieux répondre aux besoins de ceux qui quittent ce type d'emploi;**
- **Encourager la mise en place de filets de protection sociale pour les enfants en situation de vulnérabilité afin qu'ils ne soient pas contraints de trouver un travail;**
- **Prévoir des services de réinsertion, d'éducation de rattrapage et de soutien psychosocial pour les enfants qui ont quitté un emploi dangereux ou dans lequel ils étaient exploités;**
- **Renforcer les mécanismes en place pour lutter contre l'exploitation de la main-d'œuvre enfantine à tous les niveaux, aussi bien en ce qui concerne les mécanismes de suivi et de dénonciation que l'adoption de mesures pour sortir les enfants de leur situation, et pour combattre les formes d'abus et d'exploitation qui cantonnent les enfants dans des travaux dangereux;**
- **Mettre en place localement des comités ou autres systèmes de suivi et d'aiguillage vers les services compétents, pour que les membres de la communauté puissent déceler les enfants qui effectuent des travaux dangereux ou se trouvent en situation vulnérable, et pour les orienter, eux et leurs parents, vers les services sociaux existants dans leur communauté;**
- **Impliquer de manière significative les enfants et les jeunes dans le développement et l'évaluation des programmes qui les concernent dans les domaines de l'éducation, de la formation ou de l'emploi;**

- **Promouvoir l'adoption de politiques favorables aux enfants et de mécanismes d'application ayant un effet dissuasif ou l'exploitation de la main-d'œuvre enfantine et favorisant l'accès à l'éducation;**
- **Mettre l'accent sur les conditions de travail et les salaires des adultes. Il existe un lien direct entre l'amélioration de la condition des travailleurs adultes et le déclin du travail des enfants, puisque les parents ont alors les moyens de ne plus faire travailler leurs enfants;**
- **Faire en sorte que les parents des enfants qui travaillent ou dont la situation est telle qu'ils pourraient être contraints de les faire travailler aient accès à d'autres sources de revenus ou à des possibilités de formation ou de perfectionnement professionnels, pour qu'ils ne dépendent plus du travail de leurs enfants pour leur survie.**

*Note :*

Déclaration approuvée par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social ci-après : Dominican Leadership Conference, Conseil international des femmes juives, International Presentation Association of the Sisters of the Presentation, Peace Worldwide, Sœurs de Notre-Dame de Namur et Soroptimist International.

---